

**Discours de Christa Schweng
Présidente du Comité économique et social européen**

**Session plénière constitutive du 29 octobre 2020
Hémicycle Paul-Henri Spaak du PE / à distance**

**Monsieur le président du Parlement européen,
Monsieur le président du Conseil européen,
Madame la présidente de la Commission européenne,**

**Mesdames les ambassadrices, Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs les membres du Comité économique et social européen,
Chers invités,
Chers amis,**

Assis devant un écran: ce n'est pas exactement comme cela que nous avons imaginé cette session constitutive. Peut-être vous demandez-vous pourquoi, en tant que nouvelle présidente, j'y participe moi aussi à distance. Croyez-moi, la décision de ne pas me rendre à Bruxelles n'a pas été facile à prendre. La raison qui l'a motivée est simple: nous ne pouvons pas demander aux citoyens, ainsi qu'aux membres et au personnel de notre Comité, de limiter leurs contacts sociaux et de modifier leur comportement quotidien pour lutter contre la pandémie de COVID-19 si nous-mêmes ne montrons pas l'exemple. J'ai donc préféré accorder la priorité à la sécurité et participer à cette session plénière à distance, de manière à ne mettre personne en danger.

Si vous le permettez, j'évoquerai tout d'abord un souvenir personnel. Je suis devenue membre du Comité en 1998. Je n'ai pas oublié mon premier jour, ni l'état d'esprit dans lequel je me trouvais à l'époque. Je me sentais un peu perdue et je me demandais comment toutes ces politiques fonctionneraient, comment je pourrais contribuer à améliorer l'Union. J'imagine que bon nombre d'entre vous, en particulier nos nouveaux membres, connaissent ce sentiment. 22 ans plus tard, ma motivation est restée intacte.

Le Comité économique et social européen joue un rôle essentiel pour faire entendre la voix de la société civile organisée au niveau européen. Grâce à la contribution de la société civile organisée, les politiques européennes reflètent mieux la situation sur le terrain et peuvent être mises en œuvre plus efficacement au niveau national ou local.

L'expérience pratique des employeurs, des travailleurs, des consommateurs, des agriculteurs et des ONG est *indispensable* pour bâtir la meilleure Europe possible. Nous avons une fonction de pont: nous devons assumer ce rôle, et je suis convaincue que nous en sommes capables.

Soyons honnêtes: le Comité aurait pu avoir meilleure presse ces derniers mois. Nous devons agir sans tarder pour rétablir à la fois notre réputation et celle du CESE et restaurer la confiance et notre crédibilité, tant vis-à-vis de l'extérieur qu'en notre sein. Nous avons besoin d'un Comité **uni et respectant les normes éthiques et professionnelles les plus élevées**, un Comité jouissant d'une **excellente image**. C'est pourquoi je vous demanderai aujourd'hui de mandater le comité consultatif pour qu'il renforce le code de conduite des membres et le règlement intérieur du Comité. Cela doit être fait le plus rapidement possible, et certainement avant janvier 2021.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi maintenant vous présenter les priorités de ma présidence. Je tiens à remercier toutes celles et tous ceux qui ont apporté leur précieuse contribution à ce programme. Ma devise est «**Unis pour l'avenir de l'Europe**» et je serais très heureuse que ce programme devienne NOTRE programme, le programme du Comité économique et social européen pour les deux ans et demi à venir.

Nous devons en priorité nous attaquer aux difficultés économiques et sociales causées par la COVID-19. La pandémie actuelle a déclenché la pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale, et creuse les inégalités. Il faut avant tout que **les États membres et notre société dans son ensemble se redressent et deviennent plus résilients.**

Nos méthodes de travail, au cours de ce mandat, seront marquées par la **COVID-19**. Jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible et largement accepté, la distanciation sociale, le port du masque, les réunions hybrides ou à distance et l'interruption des activités des entreprises continueront à faire partie de notre «nouvelle normalité».

Plus que jamais, nous devons **unir nos forces**, développer une vision pour une Europe plus forte après la COVID-19 et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que **notre Comité apporte une contribution substantielle à la reprise de l'Europe et à sa résilience future.**

Quelle est ma vision de l'Europe après la COVID-19?

C'est une Europe **économiquement prospère, socialement inclusive et durable sur le plan environnemental**, qui permet à tous les acteurs de la société civile de s'épanouir et de vivre dans une société ouverte fondée sur des valeurs.

Les transitions numérique et verte restent pertinentes, mais devraient être intégrées dans tous les domaines d'action. Le développement durable devrait être un état d'esprit et le fondement d'une économie compétitive, ne laissant personne de côté.

Je suis issue du groupe des employeurs, et je commencerai donc par le volet économique.

À l'heure où nous devons affronter la deuxième vague de la pandémie, nos entreprises, nos travailleurs et nos citoyens ont besoin d'aide pour survivre, se redresser et reconstruire nos économies. Le plan de relance Next Generation EU doit fournir les fonds dont nous avons besoin pour faire face aux conséquences économiques et sociales négatives de la pandémie. Nous devons veiller à ce que ce soutien parvienne à ceux qui en ont besoin, qu'il s'agisse des chômeurs ou des entreprises, en particulier les PME qui luttent pour leur survie.

Toutefois, l'argent à lui seul ne résoudra pas la situation actuelle: la transition vers une économie plus numérique et plus verte après la pandémie doit également aller de pair avec une **relance sociale**.

L'objectif consistant à sortir 20 millions de personnes de la pauvreté et de l'exclusion sociale d'ici à 2020 n'a manifestement pas été atteint, et nous devons donc à présent redoubler d'efforts pour y parvenir. Les personnes capables de travailler devraient le faire, tandis que les autres devraient bénéficier de la solidarité de la société.

Outre des investissements publics et privés considérables, nous avons besoin d'un marché unique efficace pour sortir rapidement de la crise. Les obstacles restants devraient être levés afin de garantir la circulation transfrontière des biens, des services, des capitaux, des données et des personnes. Dans le même temps, nous devons garantir des conditions équitables pour permettre une concurrence loyale au sein du marché unique.

L'Union a un rôle clé à jouer sur la scène mondiale. Nous devons concevoir les normes internationales afin qu'elles reflètent les valeurs et les intérêts européens. Selon les prévisions, 85 % de la future croissance mondiale sera générée en dehors de l'UE. 35 millions d'emplois européens dépendent des exportations et 16 millions des investissements étrangers.

La pandémie actuelle a révélé la vulnérabilité de l'UE et sa dépendance à l'égard de fournisseurs non européens. Nos entreprises et notre bien-être futurs dépendront de notre capacité à maintenir des marchés ouverts, caractérisés par des échanges commerciaux libres et équitables et des conditions commerciales prévisibles à l'échelle mondiale.

Le CESE, en tant que membre de la société civile mondiale, continuera de participer activement aux politiques d'élargissement et de voisinage.

Mesdames et Messieurs,

La COVID-19 a provoqué des perturbations et des changements rapides sur nos **marchés du travail**. La préservation de l'emploi et des revenus pour tous les travailleurs — indépendants ou salariés — est une priorité, et les politiques actuelles doivent être élaborées sur la base d'une approche à long terme en matière de formation et de compétences. Nous devons accorder une attention particulière aux groupes vulnérables tels que les travailleurs atypiques, les enfants en situation de pauvreté, les personnes handicapées et les personnes issues de l'immigration ou d'une minorité ethnique, pour n'en citer que quelques-uns.

La **numérisation et l'intelligence artificielle** ont une incidence majeure sur la manière dont nous vivons, travaillons, apprenons et interagissons. La transition numérique doit être juste, durable et socialement acceptable. Les citoyens doivent être placés au cœur de ce processus.

Je crois sincèrement que le développement économique est indissociable du progrès social et sociétal. Les 20 principes du socle européen des droits sociaux nous montrent la voie d'une convergence sociale et d'une reprise équitable et durable. Alors que l'Europe évolue vers une économie verte et numérique, nous devons veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte et à ce que les politiques sociales compensent comme il se doit les effets de la transition.

L'Union devrait également avoir pour principe de protéger celles et ceux qui cherchent **refuge** sur son territoire, de garantir leurs droits et de leur offrir de l'espoir pour l'avenir. Les organisations de la société civile jouent un rôle crucial dans l'intégration des migrants, mais elles doivent bénéficier d'un financement adéquat.

Et puisque nous parlons de valeurs, je suis convaincue que **nos valeurs européennes communes** ne sont en aucun cas négociables: le respect de la dignité humaine et des droits de l'homme, la liberté, la démocratie, l'égalité et l'état de droit doivent être garantis, même en période de crise, lorsque certaines mesures exceptionnelles et strictement temporaires sont nécessaires. L'état de droit est la pierre angulaire du fonctionnement de l'Union, mais il est bien plus que cela: avec les droits fondamentaux, il est le visage de l'UE en tant que modèle d'économie sociale de marché, que nous devons défendre.

L'un des principaux enseignements de la crise de la COVID-19 est la nécessité de renforcer les systèmes de santé dans presque tous les pays européens, en insistant sur la prévention. La création d'une **union européenne de la santé**, impliquant une coopération sanitaire concrète entre les États membres, coordonnée par la Commission, est un élément important de la solidarité et de la résilience future. Des traitements efficaces et un vaccin contre la COVID-19 doivent être mis au point au niveau de l'UE, tout comme des normes communes et un système coordonné de dépistage.

Enfin, et surtout, nous avons besoin d'une Europe durable sur le plan environnemental.

Nous savons que la transition vers une économie neutre en carbone permettra de moderniser l'industrie et de créer de nouveaux emplois de qualité, ainsi que davantage de possibilités d'emploi. Cela dit, des mesures climatiques ambitieuses posent souvent un défi important aux entreprises concernées. Dans le contexte actuel de ralentissement économique, il est essentiel d'apporter le meilleur soutien possible pour assurer la relance tout en permettant d'innover et d'investir dans la protection du climat et de l'environnement. Les entreprises doivent être considérées comme faisant partie de la solution dans le cadre des efforts à fournir pour «verdir» l'économie. Elles doivent être encouragées à participer activement à la transition vers une économie à faible intensité de carbone et efficace dans l'utilisation des ressources. À cette fin, elles ont besoin d'objectifs réalistes, de planification, de sécurité et de flexibilité lorsque de nouvelles mesures visant à atténuer le changement climatique sont adoptées.

La devise de ma présidence, «Unis pour l'avenir de l'Europe», est indissociable de la conférence sur l'avenir de l'Europe.

Cette conférence représentera une occasion unique pour la société de l'Union européenne. Les entreprises, les travailleurs, les agriculteurs, les consommateurs et les ONG auront voix au chapitre lors de l'élaboration des futures politiques de l'UE. Ils s'approprient ainsi *leur* Union européenne. Des personnes issues de divers milieux et de tous les horizons pourront s'engager dans un débat plus structuré, dans le but d'améliorer le fonctionnement de l'UE.

Le CESE s'est engagé en faveur de la démocratie participative dès sa création en 1958 et aura une nouvelle fois l'occasion de montrer sa valeur ajoutée et de jouer un rôle de facilitateur, étant donné que ses membres proviennent d'organisations qui représentent toutes les composantes de la société et sont profondément ancrées dans tous les États membres.

Parmi les principaux sujets abordés figureront la vision de l'Europe, le dilemme de la souveraineté nationale par rapport à la nécessité de trouver des solutions européennes communes, l'identité nationale et la diversité culturelle.

Je suis fier qu'une résolution adoptée par le CESE en 2017 ait été «la première contribution du CESE au débat mené à l'échelle européenne sur l'avenir de l'Europe». Mais nous n'en resterons pas là. Je suis convaincue que nous apporterons une contribution substantielle et précieuse à la conférence sur l'avenir de l'Europe.

Vous avez entendu, dans ma devise, le mot «UNIS».

Notre tâche principale consiste à faire entendre la voix de la société civile organisée au niveau européen. Pour ce faire, nous devons trouver un **terrain d'entente** entre tous les groupes: si nous sommes au CESE, ce n'est pas simplement pour relayer les points de vue des employeurs, des travailleurs ou des ONG. Notre valeur ajoutée est le dénominateur commun que nous présentons aux institutions européennes et aux États membres. Dans le même temps, nous savons qu'il y a des lignes rouges à ne pas franchir, qui doivent être respectées par tous les groupes. Ce n'est pas l'intérêt individuel qui confère

une légitimité au Comité, c'est la conscience collective de provenir de pays et d'horizons différents, mais d'avoir pour mission de travailler ensemble, d'être **unis**, pour le bien commun de l'Union européenne. C'est ce qui nous différencie des lobbyistes; c'est notre véritable valeur ajoutée.

Notre réussite et notre influence sur le processus d'élaboration des politiques de l'UE dépendront de la qualité et de la pertinence de nos travaux, ainsi que de notre proactivité. Nous comptons sur chaque rapporteur, chaque membre, pour assurer le suivi des avis, engager un dialogue étroit avec les rapporteurs du Parlement européen, le Conseil et la Commission, et communiquer avec les parties prenantes concernées tout au long de la préparation de l'avis.

Nous avons la chance de pouvoir compter sur l'appui enthousiaste de l'ensemble des services et du **personnel du Comité**, avec lequel nous voulons former une équipe et travailler à l'**unisson**, dans un esprit de **respect**, de confiance et de reconnaissance mutuelle.

Madame la présidente, Messieurs les présidents, chers invités, chers collègues et amis,

Nous sommes confrontés à d'énormes **défis**, mais ce mandat nous donnera également l'**occasion** d'aider l'Europe à devenir économiquement prospère, socialement inclusive et durable sur le plan environnemental. Nous sommes en mesure d'apporter une importante valeur ajoutée aux politiques de l'UE et de contribuer à les rendre plus participatives, efficaces et adaptées aux besoins des Européens.

Nous sommes déterminés à atteindre cet objectif. Ensemble, nous y arriverons.

Unis pour l'avenir de l'Europe!